COMPRENDRE · S'ENTRAÎNER · REPRENDRE

Finances publiques : pourquoi et comment intervenir

Des explications, des applications et des corrections pour préparer votre concours.

AAE Intérieur, examen professionnel B vers A, session 2027 : début des oraux au 7 décembre 2026 confirmé sur la page ministérielle le 2 novembre. Calendrier et repères du coach uniquement ; RAEP du 9 novembre conservé.

Ce document conserve la version indiquée en pied de page. Les exercices sont des créations pédagogiques, distinctes des annales officielles. Consultez la notice de votre session pour ses règles et ses échéances.

Politiques publiques · 18 min

Finances publiques : pourquoi et comment intervenir

Analyser les instruments d'intervention économique et leurs effets attendus ou indésirables.

À la fin de cette fiche

- Analyser les instruments d'intervention économique et leurs effets attendus ou indésirables.
- Résoudre le cas proposé et expliquer votre raisonnement sans le cours.

Trois fonctions pour structurer une réponse

L'action publique peut contribuer à l'allocation des ressources, à la redistribution et à la stabilisation économique. L'allocation répond notamment à des biens collectifs, externalités ou asymétries d'information. La redistribution modifie la répartition des ressources selon des objectifs et règles. La stabilisation vise à limiter certaines fluctuations. Une même mesure peut agir sur plusieurs dimensions : une aide énergétique soutient un pouvoir d'achat mais peut aussi modifier un signal de prix.

Comparer les instruments

Dépense directe, subvention, impôt, avantage fiscal, réglementation et garantie ne produisent pas les mêmes incitations ni les mêmes coûts. Une subvention peut soutenir une activité souhaitée mais bénéficier à des projets qui auraient existé sans elle : effet d'aubaine. Une norme peut limiter une nuisance mais imposer des coûts d'adaptation. Une garantie peut créer une exposition future même sans décaissement immédiat. Décrivez le mécanisme avant de juger l'outil.

Conjoncture, structure et contraintes

Une mesure conjoncturelle répond à une situation de court terme ; une réforme structurelle modifie plus durablement les conditions de fonctionnement. Le financement, les délais de mise en œuvre et la capacité administrative limitent l'effet. Déficit et dette ne sont pas synonymes ; la charge d'intérêt et les engagements futurs comptent. Les règles nationales et européennes encadrent les choix. Ne citez pas un seuil ou une trajectoire récente sans actualiser la source.

Évaluer et discuter

Identifiez bénéficiaires, perdants éventuels, coût, objectif et indicateur. Comparez le résultat à ce qui aurait pu se produire sans la mesure, avec les limites de méthode. Pour une QRC, vous pouvez conclure sous conditions : ciblage, durée, contrôle et bilan. Une réponse argumentée ne se réduit ni à « l'État doit tout financer » ni à « toute intervention est inefficace ». Elle explique pourquoi un instrument peut répondre à un problème donné.

À vous de jouer

Une aide fictive finance l'achat d'un équipement économe. 100 entreprises la reçoivent ; 60 déclarent qu'elles auraient acheté sans aide. Expliquez le risque révélé et proposez deux éléments d'évaluation. Peut-on conclure exactement que 60 % du coût a été inutile ?

Correction · raisonnement détaillé

Le scénario signale un risque d'effet d'aubaine : une partie des achats aurait eu lieu sans aide selon les déclarations. Mais celles-ci ne suffisent pas à calculer exactement l'effet causal ou le coût inutile, notamment si les montants, dates et

caractéristiques des achats diffèrent. Évaluez l'investissement additionnel et les économies réellement observées, avec comparaison et vérification des données. Le ciblage et les conditions de l'aide peuvent être réexaminés.

Vérifier votre réponse

Vous expliquez l'incitation, le contrefactuel et les limites de la mesure ; vous ne transformez pas une déclaration en preuve totale.

À retenir

• Un instrument public doit être relié à un problème et à un mécanisme.

• Effet d'aubaine, coût et résultat demandent une évaluation distincte.

Vérifiez vos connaissances

1. Une aide versée pour une action qui aurait été réalisée sans elle peut illustrer…

A. Une absence certaine de toute dépense

B. Un effet d'aubaine

C. Une augmentation automatique du PIB réel

D. La suppression de la dette

Correction : B
L'effet d'aubaine concerne une action financée sans changement additionnel correspondant. Il doit être évalué, pas présumé pour toute aide.

2. Quelle fonction vise à modifier la répartition des ressources entre personnes ?

A. La promulgation

B. La redistribution

C. La seule liquidation comptable

D. La navette parlementaire

Correction : B
La redistribution se distingue de l'allocation et de la stabilisation, même si une mesure peut avoir plusieurs effets.

3. Une garantie publique sans décaissement immédiat peut-elle comporter un risque budgétaire ?

A. Non, jamais puisqu'aucun paiement n'a lieu aujourd'hui

B. Oui, nécessairement pour son montant total dès aujourd'hui

C. Oui, si les conditions de mise en jeu se réalisent

D. Non, si elle est annoncée dans un discours

Correction : C
Il faut distinguer exposition conditionnelle et paiement certain. L'absence de décaissement immédiat ne supprime pas le risque.

4. Que cherche une évaluation de l'effet propre d'une mesure ?

A. Le seul nombre de communiqués

B. Ce qui change par rapport à une situation comparable sans la mesure

C. Une conclusion positive obligatoire

D. Le budget annoncé seulement

Correction : B
La question causale compare à un contrefactuel. Les moyens et annonces ne démontrent pas à eux seuls l'effet.

Références

Légifrance, arrêté du 24 avril 2026 modifiant les épreuves ISP, articles 5 et 12
www.legifrance.gouv.fr

LOLF — loi organique du 1er août 2001, texte consolidé
www.legifrance.gouv.fr

DG Trésor — missions et services
www.tresor.economie.gouv.fr